



Au deuxième trimestre 2014, rebond de l'emploi grâce à l'intérim

Au deuxième trimestre 2014 en Haute-Normandie, l'emploi salarié marchand se redresse (+ 0,3 %) après une baisse continue depuis début 2012. Cette embellie est principalement due à la hausse de l'emploi intérimaire (+ 7,1 %). Le taux de chômage se stabilise mais le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C continue d'augmenter et atteint 160 750 personnes au 30 juin 2014. La construction de logements remonte timidement grâce aux mises en chantier de logements collectifs. La fréquentation hôtelière faiblit. Le nombre de créations d'entreprises recule, en particulier dans les services. Les défaillances d'entreprises, en légère baisse, conservent cependant un niveau élevé.

Catherine Sueur (Insee)

Rédaction achevée le 27 octobre 2014

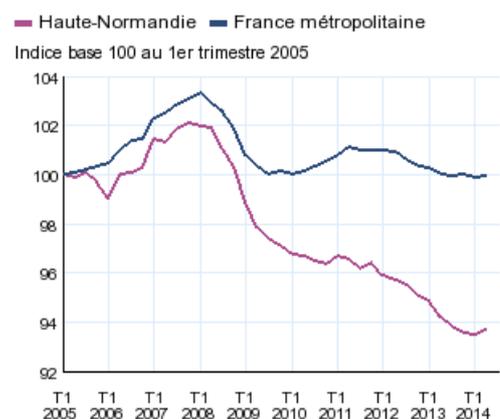
L'emploi salarié marchand en hausse grâce à l'intérim

En Haute-Normandie au 2^e trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs marchands augmente de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, soit 1 000 postes supplémentaires (figure 1). Cette hausse est commune au département de l'Eure (+ 0,2 %) et de la Seine-Maritime (+ 0,3 %). En France métropolitaine, l'emploi augmente de 0,1 % sur la même période.

La hausse de l'emploi marchand s'explique principalement par l'accroissement de celle de l'intérim (+ 7,1 %). L'emploi dans le commerce continue d'augmenter (+ 0,4 %). Dans l'industrie, les effectifs se stabilisent après une baisse de 0,9 % au trimestre précédent (figure 2). En revanche l'emploi diminue dans les services hors intérim (- 0,1 %) et dans la construction (- 0,5 %).

Sur un an, 2^e trimestre 2014 comparé au 2^e trimestre 2013, l'emploi salarié marchand recule de 0,5 %, soit une perte de 2 150 postes en Haute-Normandie, tandis qu'il se stabilise en France métropolitaine. Dans la région, les effectifs intérimaires ont augmenté de 15,3 %, soit 2 900 postes (figure 3). Mais cette progression ne comble pas les pertes d'emploi des autres secteurs.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

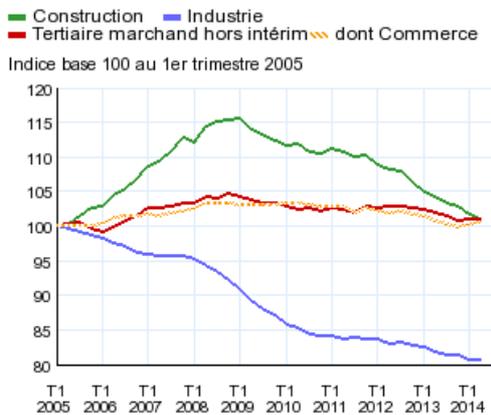


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois.

Le taux de chômage se stabilise

En moyenne au 2^e trimestre 2014, le taux de chômage s'élève à 10,8 % de la population active en Haute-Normandie et à 9,7 % en France métropolitaine (figure 4). Dans la région comme au niveau métropolitain, il est stable par rapport au 1^{er} trimestre 2014. Le taux de chômage reste également constant dans le département de Seine-Maritime (11 %) et dans celui de l'Eure (10,4 %).

Sur un an, 2^e trimestre 2014 comparé au 2^e trimestre 2013, le taux de chômage baisse de 0,4 point en Haute-Normandie et dans ses deux départements, de 0,2 point en France métropolitaine.

Fin juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C, demandeurs tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, s'établit à 160 750, soit une hausse de 1,8 % par rapport à la fin mars. Cette augmentation est plus vive en France métropolitaine (+ 2,5 %). En Haute-Normandie, les chômeurs âgés de 50 ans ou plus (+ 2,8 %) et ceux inscrits depuis plus d'un an (+ 2,5 %) sont de loin les plus touchés.

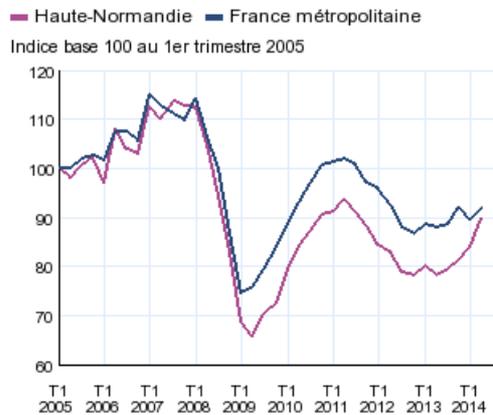
Sur un an, juin 2014 comparé à juin 2013, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 4,2 % en Haute-Normandie soit 0,9 point de moins qu'en France métropolitaine. Néanmoins, la situation s'améliore pour les chômeurs de moins de 25 ans, dont le nombre diminue de 2,2 %.

Le logement collectif fait progresser les mises en chantier

En Haute-Normandie, 7 750 logements ont été mis en chantier entre fin juin 2013 et fin juin 2014, dont 39 % de logements collectifs (figure 6). Par rapport au trimestre précédent, ce nombre augmente de + 2,4 %, à l'opposé de la tendance nationale (- 2,2 %). Dans la région, les mises en chantier de logements collectifs progressent de 12,3 % ; à l'inverse, la construction de logements individuels faiblit de 3,1 %. Les surfaces mises en chantier de locaux à usages non résidentiels progressent légèrement de 1,4 % par rapport au trimestre précédent, avec 660 000 m² construits. Sur cette même période, elles diminuent de 5,2 % en France métropolitaine.

Sur un an (2^e trimestre 2014 comparé au 2^e trimestre 2013), le recul, en cumul annuel glissant, des mises en chantier de logements est beaucoup moins prononcé en Haute-Normandie (- 2,2 %) qu'en France métropolitaine (- 11,6 %). La baisse de la construction de logements individuels (- 10,9 %) est en partie compensée par la

3 Évolution de l'emploi intérimaire

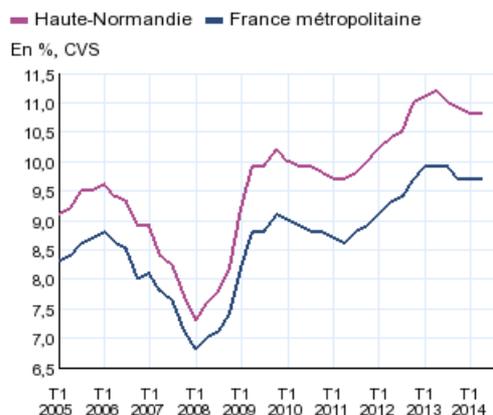


Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

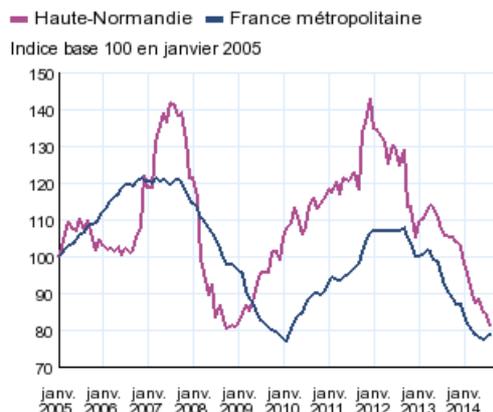
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

hausse dans le logement collectif (+ 17,7 %). Quant aux mises en chantier de locaux non résidentiels, elles diminuent de 13,9 % en Haute-Normandie. Cette baisse est nettement plus prononcée qu'au niveau national (- 2,5 %).

Le nombre de logements autorisés à la construction (figure 5), en cumul annuel au 2^e trimestre 2014, s'élève à 9 400, soit une baisse de 5,6 % par rapport au trimestre précédent, baisse plus prononcée qu'en France métropolitaine (- 3,4 %). Dans la région, ce recul ne concerne que le logement collectif, le nombre de permis de construire de logements individuels se stabilisant.

Sur un an, le cumul annuel glissant du nombre de permis de construire diminue de 23,2 % en Haute-Normandie et de 21 % en France métropolitaine. Cette contraction concerne davantage le logement collectif (- 27,1 %) que le logement individuel (- 20,3 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

Baisse de la fréquentation hôtelière

Au 2^e trimestre 2014, les hôtels de Haute-Normandie enregistrent 816 000 nuitées. La fréquentation hôtelière diminue de 0,6 % par rapport au même trimestre un an auparavant, contre -0,8 % en France métropolitaine (figure 7).

En Haute-Normandie, la clientèle française diminue de 1,7 %, baisse plus faible qu'au niveau métropolitain (-2,1 %) ; elle représente dans la région 79 % des nuitées enregistrées durant le trimestre. La fréquentation étrangère progresse quant à elle de 3,6 %, soit 2,3 points de mieux qu'en France métropolitaine.

Les créations d'entreprises en recul

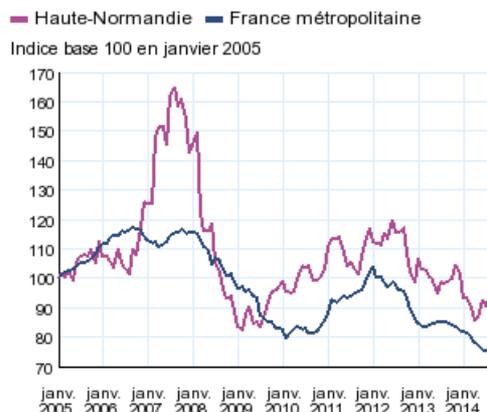
Au 2^e trimestre 2014 en données brutes, 2 600 entreprises ont été créées en Haute-Normandie, dont 52 % sous le régime de l'auto-entrepreneuriat (figure 8). Le nombre de créations diminue de 7,8 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est moins soutenue qu'au niveau national (-9,1 %).

Le secteur des services (-13,7 %) contribue le plus à ce fléchissement. Seul l'hébergement-restauration enregistre une hausse du nombre des créations (+14,9 %). Dans le commerce, celles-ci restent stables.

Le ralentissement de la création d'entreprise est plus prononcé dans le département de l'Eure (-13,5 %) que dans celui de la Seine-Maritime (-4,4 %). Il touche moins les auto-entrepreneurs (-6,3 %) que les autres créateurs (-9,3 %).

Sur un an, 2^e trimestre 2014 comparé au 2^e trimestre 2013, le nombre de créations augmente de 3,2 % en Haute-Normandie et de 2,4 % en France métropolitaine. Cette hausse profite à tous les secteurs hors celui des services (-3,4 %).

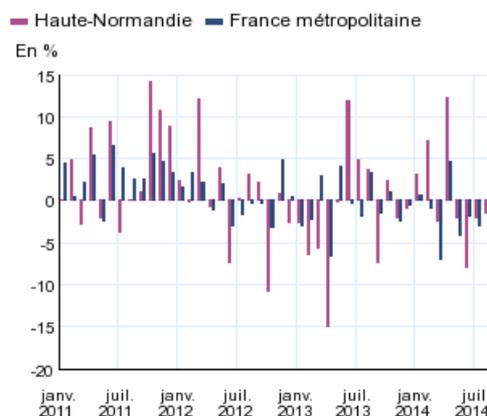
6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



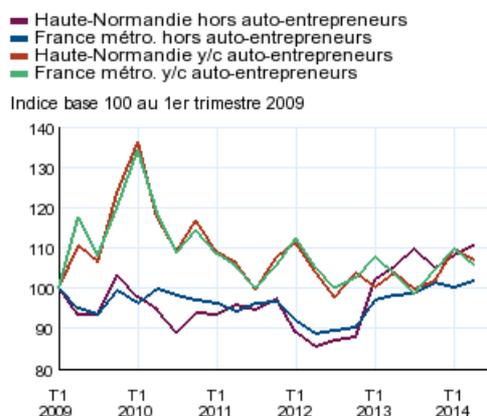
Notes : données mensuelles brutes.

Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1.

Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; DGClS, partenaires régionaux

8 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS). Les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Accalmie des défaillances d'entreprises

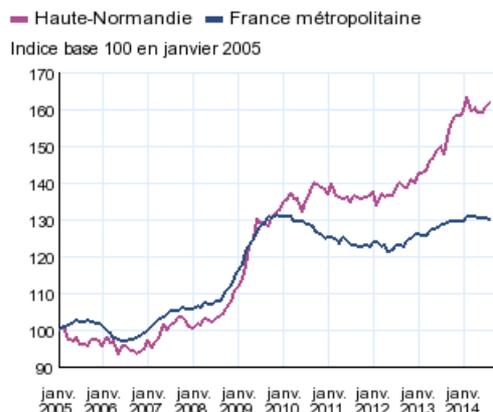
En Haute-Normandie, entre juillet 2013 et juin 2014, 1 570 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Ce nombre de procédures baisse de 0,3 % par rapport au cumul annuel le trimestre précédent, contre - 0,2 % en France métropolitaine (figure 9).

Cette diminution concerne la Seine-Maritime (- 3,3 %), mais le département de l'Eure subit une hausse de 6,7 %.

Le secteur de l'immobilier, dont les défaillances reculent de 11,6 %, profite le plus de cette accalmie. Suivent le transport et l'entreposage (- 6,9 %), les services aux ménages, la santé et l'action sociale (- 5,9 %). En revanche, la situation continue de se détériorer dans l'industrie manufacturière (+ 5,6 %) et le secteur de l'information-communication (+ 3,8 %).

Depuis un an, la situation s'est plus dégradée en Haute-Normandie qu'en moyenne en France métropolitaine. Le cumul annuel d'entreprises faisant l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire s'accroît de 6,7 %, contre 2 % en France métropolitaine.

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 09 octobre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Conjoncture nationale : La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (- 0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (- 52 000 au second semestre, après - 12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Contexte international : Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continuerait de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais freinée par les resserrlements budgétaires et monétaires passés.

Insee Haute-Normandie
8 Quai de la bourse - CS 21410
76037 Rouen Cedex 1

Directeur de la publication :
Jean-Christophe FANOUILLET

Rédacteur en chef :
Maryse CADALANU,

ISSN : en cours
© Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Point de conjoncture nationale, octobre 2014 « La reprise différée »
www.insee.fr/fr_rubrique/Themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture
- Note de conjoncture nationale, juin 2014 « La croissance revient mais ne décolle pas »
www.insee.fr/fr_rubrique/Themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture
- Le bilan économique 2013 en Haute-Normandie
www.insee.fr/fr_rubrique/Régions/Haute-Normandie/Les_publications/Insee_conjoncture

